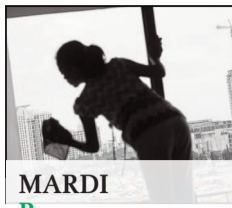




AUJOURD'HUI

ENQUÊTE

LA PRÉCARITÉ  
MENACE LA MOBILITÉ

MARDI

BELGIQUE

LA CRAINTE DE LA  
FRAUDE SOCIALE

MERCREDI

ALLEMAGNE

PALLIER AU MANQUE  
DE MAIN D'ŒUVRE

JEUDI

POLOGNE

RETOUR GAGNANT  
POUR LES EXPATS

VENDREDI

ITALIE

LA FUITE DES JEUNES  
«CERVEAUX»

## CONTEXTE

La mobilité des travailleurs fait débat. On y voit parfois une solution pour endiguer le chômage des pays du sud et de l'est de l'UE, alors que ceux du nord manquent de main-d'œuvre. Vu ainsi, tout le monde y trouve son compte. Mais des effets pervers existent. Tout au long de la semaine, Metro se penche sur la question. Une série d'articles à retrouver sur [www.metroclub.be](http://www.metroclub.be)

## MOBILITÉ DES TRAVAILLEURS DANS L'UE (1/5)

Fonds pour  
le journalisme

## La mobilité à l'épreuve de la précarité

Peu d'Européens travaillent dans un autre pays que celui où ils sont nés. Mais une nouvelle tendance au départ prend forme, avec un nombre croissant d'expatriations de courtes durées. Un phénomène qui expose à la précarité, et ouvre la porte à certains abus.

La mobilité des travailleurs, solution miracle à la crise? La Commission européenne ne cesse de plaider en ce sens. L'idée est simple: les travailleurs qui recherchent un emploi doivent pouvoir travailler là où leurs compétences sont utiles, sans avoir à se préoccuper des frontières. Avec des taux de chômage qui oscillent entre 5 et 27% selon les États européens, de nombreux travailleurs auraient intérêt à s'installer ailleurs. Les pièces du puzzle de la mobilité des travailleurs pourraient ainsi s'assembler en toute harmonie. Dans les pays les plus durement touchés par la crise économique, quelques-uns ont saisi l'opportunité (voir carte ci-contre). Mais les flux entre ces pays et les autres sont «loin d'être massifs», constate l'exécutif européen. Au final, seuls 3,1% des travailleurs vivent dans un autre État de l'UE que celui dont ils sont originaires. C'est plus qu'en 2005, où ils n'étaient que 2,1%, mais reste relativement modeste.

Ces chiffres ne témoignent par contre que d'une part limitée de la mobilité des travailleurs. Car à côté des installations à l'étranger, une autre mobilité, à caractère non-permanent, apparaît. La Belgique est témoin du phénomène. Elle a vu arriver de nombreux travailleurs détachés, et en compte actuellement plus de 380.000. Le nombre de ces travailleurs, venus pour une durée déterminée et limitée, explose. En 2008, ils n'étaient encore que 225.000. Cette tendance à une mobilité temporaire se constate également en Allemagne. Selon l'office fédéral de la statistique, le pays a accueilli plus d'un million d'étrangers en 2012. Et bon nombre d'entre eux sont repartis avant même le terme de leur première année d'expatriation. Ce serait le cas d'un Grec sur deux

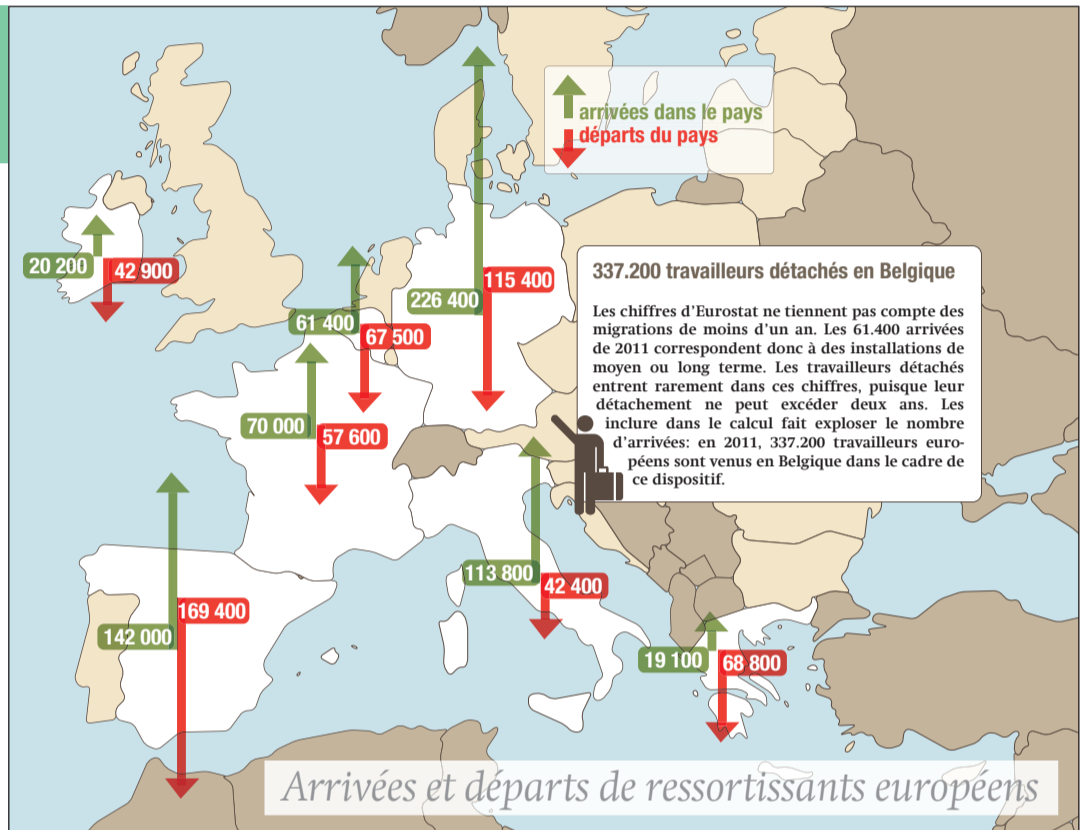
et de deux Espagnols sur trois, estime l'Organisation pour la coopération et le développement économique (Ocdé).

## INQUIÉTUDES

Cette migration temporaire inquiète les organisations syndicales belges. Elles redoutent qu'elles ne favorisent le «dumping social». Comprennez la concurrence de travailleurs qui, venant travailler pour de courtes durées, seraient prêts à se passer de certains de leurs droits. Les uns le feraient par choix, se satisfaisant de salaires de toute façon supérieurs au revenu moyen de leur pays d'origine. Les autres par méconnaissance des avantages d'un pays où ils ne vont passer que quelques mois. «Cette situation pénalise ceux qui travaillent en fonction des normes sociales belges, puisqu'ils coûtent plus cher à l'employeur», déplore Fabrice Meeuw, de la CSC. «C'est aussi un problème pour les employeurs qui respectent les règles. Ils ont des difficultés à rester compétitifs face à des concurrents qui trichent. Les règles du jeu doivent être les mêmes pour tout le monde.»

Faut-il craindre que la mobilité des travailleurs ne soit remise en cause par la précarité et les abus subis par ceux qui la vivent de façon temporaire? «Il ne faut pas remettre en cause l'ensemble des règles du fait de quelques fraudes», nuance Marc De Vos, d'Itinera Institute. Il insiste néanmoins pour prendre cette question au sérieux. «Il est important de lutter contre toute fraude aux normes sociales des pays d'accueil», plaide-t-il. À défaut, la lutte contre la mobilité pourrait bien devenir l'étendard des partis populistes et xénophobes. Au nom de la lutte en faveur du droit du travail.

Camille Goret



## INTERVIEW MINUTE

## «Limiter la mobilité serait un non-sens»

**Pour László Andor, commissaire européen en charge de l'Emploi, les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités. «Ils ont le devoir de faire appliquer les règles pour que les standards nationaux en matière d'emploi soient respectés.»**

**Les politiques de mobilité ont parfois des effets négatifs, comme celui de pousser les travailleurs des pays les plus pauvres à accepter de mauvaises conditions de travail. Comment mettre un terme aux abus de certains employeurs?**

«Les éventuels cas d'exploitation de travailleurs étrangers doivent être résolus par les autorités des pays où ils ont lieux. Tous les gouvernements ont le devoir d'appliquer strictement leur législation sur les discriminations et le respect des conditions de travail. Dans le cas des travailleurs détachés, l'UE s'est dotée de règles claires pour s'assurer que les standards nationaux en matière d'emploi soient respectés. Cela concerne le salaire minimum, les congés, les périodes de repos... Les 28 États membres doivent faire respecter les règles.»

Certains montages, comme

l'usage de sociétés boîte-aux-lettres, n'aident pas les États à lutter contre la fraude.

«Nous avons proposé en mars 2012 une nouvelle directive pour mieux encadrer le détachement des travailleurs. L'objectif est d'aider les États à lutter contre ce type d'abus. Nous espérons qu'elle sera approuvée par le Parlement européen et le Conseil des ministres avant la fin de l'année. Concrètement, ce texte vise à faciliter les échanges d'informations entre les administrations concernées dans les pays de départ et d'accueil. Il définit aussi la responsabilité de chacun en matière de contrôle.»

**À quelques mois des élections, ne redoutez-vous pas que la difficulté de faire respecter les règles ne donne des arguments à des partis xénophobes?**

«Je suis conscient que beaucoup de gens ont le sentiment que les travailleurs d'Europe de l'Est prennent leurs emplois. Ce point de vue ne repose pourtant que sur des faits anecdotiques. Au contraire, des données économiques fondées attestent que la mobilité des travailleurs profite à l'UE et aux États membres. Il serait politiquement irresponsable de jouer avec des idées re-

çues qui ne correspondent pas à la réalité. Des élus responsables devraient plutôt dire la vérité: les plus grands bénéficiaires de la mobilité sont les pays d'accueil.»

**Comment les pays hôtes profitent-ils des travailleurs mobiles?**

«Les travailleurs migrants contribuent par leurs compétences et peuvent aider à résorber la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs. Ils paient des taxes, contribuent plus aux systèmes de sécurité sociale qu'ils ne perçoivent d'allocations. Limiter la mobilité entre les États membres serait donc un non-sens.»

(cg)



AFP / G. Gobet

## REPÈRE

## La mobilité, au service de l'emploi

La mobilité des travailleurs permet à un Européen de s'établir et travailler dans le pays de son choix. Les autorités européennes y voient une manière de fluidifier le marché européen de l'emploi. L'idée est simple: prenez un chercheur d'emploi dans un pays en crise, la Grèce par exemple. Proposez-lui un poste dans un pays avec un taux de chômage inférieur à 6%, tel que l'Allemagne. Athènes se retrouve avec un chômeur de moins à indemniser. À Berlin, une entreprise qui peinait à se développer faute de personnel peut reprendre sa croissance. Tout le monde est gagnant. Le travailleur également, puisqu'il reçoit une rémunération à la hauteur de ses compétences. Une chance, quand on sait que le salaire d'un jeune diplômé grec tourne autour de 700 €.



**LUNDI**  
ENQUÊTE.  
LA PRÉCARITÉ  
MENACE LA MOBILITÉ



**AUJOURD'HUI**  
BELGIQUE  
LA CRAINTE DE LA  
FRAUDE SOCIALE



**MERCREDI**  
ALLEMAGNE  
PALLIER AU MANQUE  
DE MAIN D'ŒUVRE



**JEUDI**  
POLOGNE  
RETOUR GAGNANT  
POUR LES EXPATS



**VENDREDI**  
ITALIE  
LA FUITE DES JEUNES  
«CERVEAUX»

## CONTEXTE

La mobilité des travailleurs fait débat. On y voit parfois une solution pour endiguer le chômage des pays du sud et de l'est de l'UE, alors que ceux du nord manquent de main-d'œuvre. Vu ainsi, tout le monde y trouve son compte. Mais des effets pervers existent. Tout au long de la semaine, Metro se penche sur la question. Une série d'articles à retrouver sur [www.metroclub.be](http://www.metroclub.be)

MOBILITÉ DES TRAVAILLEURS DANS L'UE (2/5) :

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

Fonds pour le journalisme

# «Les standards belges pour tous les travailleurs de Belgique»

L'entrée des pays de l'Est dans l'UE avait fait craindre à la Belgique une arrivée massive de chercheurs d'emploi. Elle n'a pas eu lieu. Mais nombre de travailleurs de l'Est font l'expérience d'une mobilité au rabais, à la limite de la légalité.

Meliha (prénom d'emprunt) est une habituée des hôtels aux chambres aussi coûteuses que confortables. Non que l'énergique quadra voyage chaque fin de semaine. Mais elle nettoie depuis deux ans les chambres d'un hôtel de la région gantoise. Son employeur peut être satisfait de cette Bulgare d'origine turque. Elle ne parle que quelques mots de français, mais est d'une efficacité remarquable. Cerise sur le gâteau, elle ne rechigne pas sur les heures supplémentaires. Elle est arrivée à Gand avec ces travailleurs de l'Est que beaucoup redoutaient de voir déferler sur le marché de l'emploi, profitant l'entrée de leur pays dans l'UE. Il n'y a finalement pas eu de migration massive, analyse avec le recul Fabrice Meeuw, de la CSC. «Mais le problème est venu d'ailleurs: des faux indépendants et des travailleurs détachés», note-t-il. De la libre circulation des services, donc, plutôt que de la libre circulation des travailleurs. Meliha en est l'exemple parfait: du fait de l'astucieux montage d'un prestataire de services, elle se contente d'un salaire mensuel de 700 € pour un



IMAGEGLOBE

Des ressortissants des pays d'Europe de l'Est travaillent en Belgique pour des salaires inférieurs aux minimums légaux. Ces abus sont rendus difficiles à détecter par des montages frauduleux, qui profitent de la difficulté de contrôler l'application des normes sociales.

temps plein.

## À LA LIMITE DE LA LÉGALITÉ

Pour comprendre comment des travailleurs peuvent se trouver dans cette situation, il faut se plonger dans les méandres du droit du travail. Toute entreprise de l'UE peut «détacher» un de ses travailleurs dans un autre État. Une société bulgare peut ainsi envoyer un de ses employés prester ses heures dans un hôtel de Belgique. La seule condition est que son salaire soit égal à celui de ses homologues belges, et que le détachement soit temporaire.

«C'est tout de même intéressant pour l'employeur, car il paye les cotisations patronales dans le pays d'origine, où elles sont souvent moins élevées», souligne Michel Aseglio, de la direction générale du contrôle des lois sociales. Mais ce principe de détachement est appliqué de façon très large. À tel point que certaines entreprises sont devenues de véritables bureaux de placement. Elles proposent une main-d'œuvre particulièrement bon marché, offrant des salaires inférieurs aux minima belges. Meliha en sait quelque chose. Détachée par une société bul-

gare, elle l'est, officiellement, à mi-temps. Elle gagne donc près de 700 €, conformément aux standards belges. Mais elle travaille en réalité 38 heures par semaine. C'est la magie des heures supplémentaires non rémunérées qui transforme son temps partiel en temps plein ultra-compétitif. Les syndicats accusent l'industrie alimentaire et la construction d'avoir recours à des montages de ce genre. Mais les condamnations sont rares.

## CONVERGENCE DES NIVEAUX DE VIE

Et pour cause: les travailleurs abusés rechignent à se

plaindre. Même exploités et sous-payés, ils bénéficient de meilleurs salaires que dans leur pays d'origine. «Cela me permet de payer une bonne éducation à mes enfants restés chez mes beaux-parents», confirme Meliha. Elle devrait même être capable de se faire construire une maison digne de ce nom dans sa région natale. «Dans ce contexte, l'inspecteur du travail est vu comme celui qui risque de remettre en cause leur source de revenu, celle grâce à laquelle ils sont en train d'améliorer leurs conditions de vie», note Michel Aseglio. «Et sans la collaboration des travailleurs floués, il est très difficile de détecter ce type d'abus.»

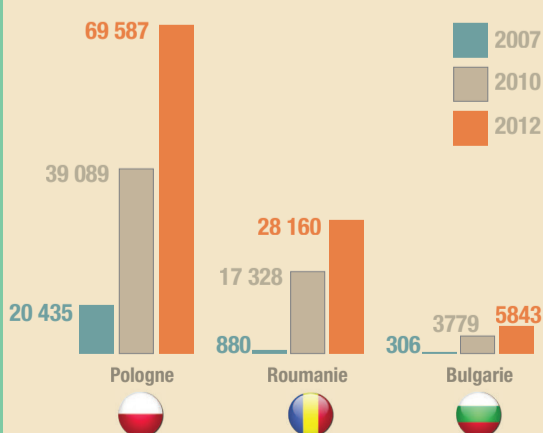
Cette concurrence frauduleuse met les travailleurs belges en colère. Et qu'importe qu'ils soient parfois taxés de protectionnisme. «Il n'y a rien de tout cela. Les travailleurs étrangers doivent simplement bénéficier intégralement des standards belges», défend Fabrice Meeuw. «La solution, c'est plus d'Europe. Pas une Europe qui organise la concurrence déloyale, mais une Europe qui fixe des règles pour éviter que l'harmonisation des niveaux de vie ne se fasse par le bas.» L'harmonisation des niveaux de vie, justement, est la solution. Pour Marc De Vos, d'Itinera Institute, les abus disparaîtront d'eux-mêmes, lorsque des niveaux de vie similaires rendront la fraude sans objet. Mais il prévient: «cela se fera de façon graduelle. Il faudra du temps.»

Camille Goret

## Des filières spécialisées

Certaines entreprises se sont spécialisées dans le détachement de travailleurs de l'Est dans des entreprises de l'Ouest. «On peut parler de réseaux», estime Fabrice Meeuw, de la CSC. Certaines sociétés se font fort de contourner les barrières mises en place pour éviter que la mobilité ne se fasse au détriment du droit du travail. Il suffit de se pencher sur les chiffres des déclarations Limosa (que doit remplir toute société détachant un travailleur en Belgique) pour deviner des abus. On constate ainsi une spectaculaire hausse du nombre de travailleurs détachés originaires de Pologne, (70.000 en 2012, contre 20.000 en 2007), de Roumanie (28.000 contre 900) et de Bulgarie (6.000 contre 300). «De telles hausses ne correspondent pas à une évolution normale de l'économie», constate le syndicaliste.

## Nombre de déclarations LIMOSA par pays



Source : ONSS

## Fin des restrictions pour Roumains et Bulgares

Bien qu'entrés dans l'UE en 2007, Roumains et Bulgares ont encore besoin d'un permis de travail pour travailler en Belgique. Cette restriction sera levée le 1er janvier, ce qui leur permettra de pouvoir travailler aux mêmes standards que les travailleurs belges. A condition toutefois «que les employeurs jouent le jeu», note Michel Aseglio, de la DG Contrôle des lois sociales. Autrement dit, cela ne se traduira par une amélioration de leurs conditions de travail qu'à condition que les employeurs les engagent via des contrats de travail. Et non par le biais de contrats de sous-traitance et mon-



AFP / V. Petrova

tages frauduleux, comme cela se fait parfois avec des travailleurs Polonais, exemptés de permis de travail depuis 2009.



**LUNDI**  
ENQUÊTE.  
LA PRÉCARITÉ  
MENACE LA MOBILITÉ



**MARDI**  
BELGIQUE  
LA CRAINTE DE LA  
FRAUDE SOCIALE



**AUJOURD'HUI**  
ALLEMAGNE  
PALLIER AU MANQUE  
DE MAIN D'ŒUVRE



**JEUDI**  
POLOGNE  
RETOUR GAGNANT  
POUR LES EXPATS



**VENDREDI**  
ITALIE  
LA FUITE DES JEUNES  
«CERVEAUX»

**CONTEXTE**

La mobilité des travailleurs fait débat. On y voit parfois une solution pour endiguer le chômage des pays du sud et de l'est de l'UE, alors que ceux du nord manquent de main-d'œuvre. Vu ainsi, tout le monde y trouve son compte. Mais des effets pervers existent. Tout au long de la semaine, Metro se penche sur la question. Une série d'articles à retrouver sur [www.metroclub.be](http://www.metroclub.be)

**MOBILITÉ DES TRAVAILLEURS DANS L'UE (3/5) :**

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

Fonds pour le journalisme

# Berlin compte sur la jeunesse européenne

**Avec un taux de chômage inférieur à 6%, l'Allemagne attire des travailleurs de toute l'Europe. Mais une fois arrivés à Berlin, beaucoup découvrent l'envers de l'Eldorado allemand: le besoin absolu de parler la langue, et de disposer des compétences adéquates.**

L'Allemagne manque de travailleurs. Les informaticiens, programmeurs, ingénieurs ainsi que certaines fonctions médicales sont devenus de véritables perles rares. Ce besoin de main-d'œuvre pourrait bien offrir une bouffée d'oxygène aux pays du sud de l'Europe, qui font face à des niveaux de chômage record. Juan Pablo Rastro, originaire de Madrid, l'a bien compris. En 2011, la multinationale pour laquelle il travaillait voit son carnet de commandes se réduire. Un matin, son chef lui annonce que des primes seront accordées à ceux qui quitteraient volontairement l'entreprise. Il profite du peu de travail qui occupe sa journée pour réfléchir. Et accepte. «Avec ce petit pécule, je me suis installé à Berlin», raconte-t-il. «Le coût de la vie n'y est pas excessif, j'avais de quoi tenir quelques mois avant de trou-



Le quasi plein emploi en Allemagne attire de nombreux Européens, parmi lesquels beaucoup de diplômés. Une excellente affaire pour les entreprises du pays, souvent confrontées à des problèmes de recrutement.

ver un emploi.»

**L'ÉLITE EUROPÉENNE POUR L'ALLEMAGNE**

En 2012, près de 1,1 million d'étrangers ont suivi son parcours. Soit 13% de plus qu'en 2011. La progression est même de 44,7% pour les Espagnols, de 43,4% pour les Grecs, et de 39,8% pour les Italiens, selon un rapport de l'office des statistiques (voir ci-dessous). Les autorités allemandes, confrontées au vieillissement de leur population, entendent tout faire pour que ce mouvement se pour-

suive. À chaque déplacement à Madrid, la Chancelière Angela Merkel rappelle aux jeunes Espagnols les possibilités d'emploi offertes par son pays. Et le chef de l'agence pour l'emploi, Frank-Jürgen Weise, ne manque jamais d'insister sur le fait que «l'économie allemande doit devenir encore plus attractive». De fait, les entreprises regardent de plus en plus en dehors de leurs frontières pour recruter. Juan Pablo, après avoir trouvé un poste de programmeur web, a été chargé de contacter des diplômés espagnols qui seraient prêts

à faire leur valise. Il passe donc une partie de son temps de travail sur les forums de chercheurs d'emploi. À la demande de son chef, qui voit en lui une passerelle pour faire venir d'autres Espagnols. «Mon entreprise n'arrive vraiment plus à répondre à la demande, faute de personnel disponible», justifie-t-il. La BDA, la fédération patronale, soutient activement ce genre de démarche. «C'est surtout au niveau des PME qu'un effort doit être fait. Au contraire des multinationales, elles ont moins le réflexe de se tourner vers l'étranger lorsqu'elles peinent à recruter», souligne Christina Breit, en charge des affaires européennes pour l'organisation. Un petit guide vient d'ailleurs d'être édité pour les aider à développer une «culture de l'accueil». Les entreprises y apprennent notamment que les nouveaux arrivants apprécieront de «recevoir un coup de main pour trouver un logement», et savoir «quelles démarches administratives entreprendre».

**DE L'ELDORADO À L'ÉCHEC**

Mais la terre promise ne s'offre pas à tous les chercheurs d'emploi. Première contrainte, et non des moindres: une bonne maîtrise de l'Allemand est indispensable. Juan Pablo a profité de sa prime de départ pour s'offrir six mois de cours

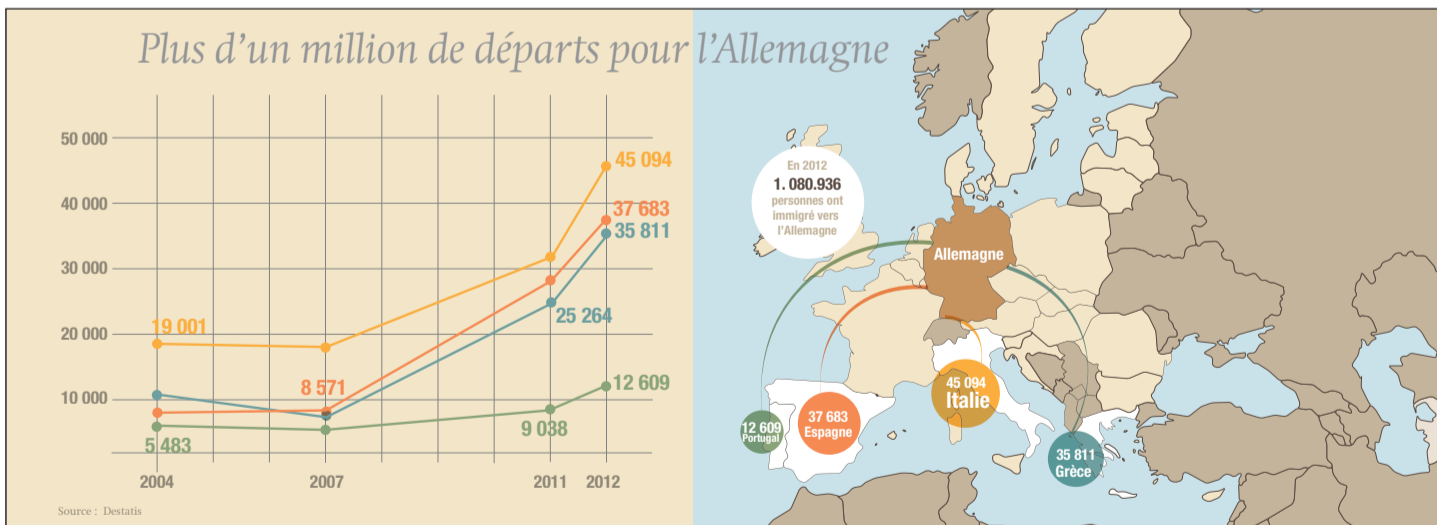
intensifs, au rythme de trois fois trois heures par semaine. Dans son entreprise, la maîtrise de l'anglais était suffisante, au moins pour travailler. «Mais l'Allemand est essentiel pour s'intégrer dans la vie locale, et je le répète à chaque personne qui veut venir ici», explique-t-il. À ce manque de maîtrise de la langue de Goethe, il faut ajouter que l'Eldorado allemand n'est pas toujours ce qu'il y paraît. «Venir à Berlin pour trouver du travail n'est pas la meilleure idée qu'il soit», souligne Alicia Blasco Leon, une informaticienne espagnole installée dans la capitale depuis 2009. «Le chômage y est plus élevé (12%, ndlr) qu'ailleurs en Allemagne. Alors, pour ne pas être condamné aux minijobs, ces emplois payés entre 400 et 900 € par mois, il faut avoir un diplôme qui corresponde aux besoins des entreprises.» Les exigences précises des employeurs font que si l'Allemagne attire, elle ne retient pas. Selon l'Ocde, seul un Grec sur deux et un Espagnol sur trois reste plus d'un an en Allemagne. «La vie à Berlin peut être très enrichissante, personnellement et professionnellement. Mais l'Eldorado allemand, c'est un mythe. Les difficultés sont nombreuses», conclut Alicia.

À Berlin, Camille Goret

**CHIFFRE du jour**

**66**

Selon Eurostat, la population allemande pourrait passer de 82 à 66 millions d'habitants d'ici 2060, du fait du vieillissement de la population. L'apport de main-d'œuvre étrangère, européenne ou non, sera essentiel pour préserver l'économie du pays. Si ces chiffres se confirment, la France deviendra le pays le plus peuplé de l'UE.



**«The job of my life»**

Les autorités allemandes lancent un programme international de recrutement. «The job of my life» propose aux 18-35 ans de suivre un apprentissage en Allemagne, tout en suivant des cours de langue et de culture. Près de 9.000 candidatures ont été déposées, et 2.600 acceptées. La spécificité du programme est de débiter dans le pays d'origine, où le candidat bénéficie d'une formation linguistique, avant même leur départ. Les premiers candidats viennent tout juste d'arriver. Ils vont perfectionner leur maîtrise de la langue, avant d'enchaîner sur une formation technique en entreprise (dessin industriel, cuisine...). Le programme s'étend sur trois ans, avant d'éventuellement déboucher sur un emploi, si le stage, le «praktikum», se déroule bien. Des initiatives de ce type sont également menées au niveau des Länder, notamment du sud.

**La galère, à Berlin plutôt qu'à Barcelone**

La perspective de devoir lutter pour trouver un emploi ne décourage pas toujours les candidats à l'expatriation. Meritxell a quitté l'Espagne en octobre 2011. Amazon, qui cherchait du personnel pour répondre à la hausse de la demande à l'occasion de fêtes de fin d'année, lui offrait un contrat de trois mois. Au terme de cette période, la situation en Espagne l'a découragée de retourner à Barcelone. Elle se

retrouve alors à travailler dans la cuisine d'un fast-food d'une petite ville. Ce «minijob» est sous payé, (il n'y a pas de salaire minimum en Allemagne), mais ne lui demande pas de parler allemand. Le problème, c'est que loin de tout grand centre, aucune perspective ne s'ouvre à elle. Elle vient donc de s'installer à Berlin. «C'est un peu difficile», admet-elle. «Je vis entre des locations au mois et des chambres de petits hôtels, mais



AFP / O. Andersen

j'espère désormais stabiliser ma situation. Je veux rester ici, car j'y ai tout de même plus que ce que j'aurai à Barcelone.»



**LUNDI**  
ENQUÊTE.  
LA PRÉCARITÉ  
MENACE LA MOBILITÉ



**MARDI**  
BELGIQUE  
LA CRAINTE DE LA  
FRAUDE SOCIALE



**MERCREDI**  
ALLEMAGNE  
PALLIER AU MANQUE  
DE MAIN D'ŒUVRE



**AUJOURD'HUI**  
POLOGNE  
RETOUR GAGNANT  
POUR LES EXPATS



**VENDREDI**  
ITALIE  
LA FUITE DES JEUNES  
«CERVEAUX»

## CONTEXTE

La mobilité des travailleurs fait débat. On y voit parfois une solution pour endiguer le chômage des pays du sud et de l'est de l'UE, alors que ceux du nord manquent de main-d'œuvre. Vu ainsi, tout le monde y trouve son compte. Mais des effets pervers existent. Tout au long de la semaine, Metro se penche sur la question. Une série d'articles à retrouver sur [www.metroclub.be](http://www.metroclub.be)

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

Fonds pour le journalisme

MOBILITÉ DES TRAVAILLEURS DANS L'UE (4/5) :

# Le retour gagnant des «plombiers polonais»



«Bien sûr, ce n'est pas Londres ou Paris. Mais regardez, quel changement!» Wojtek Ostrowski ne tarit pas d'éloge quand il présente sa ville. «Varsovie s'embellit chaque semaine. Les vieilles façades sont rénovées, des magasins ouvrent leurs portes», constate-t-il. De fait, on trouve désormais les principales enseignes ouest européennes sur la bien nommée rue du nouveau monde, la Nowy Swiat. La Pologne affiche une santé économique presque insolente au regard des performances de la «vieille Europe». Le pays devrait encore afficher une croissance de 1,8% cette année, après 1,9% en 2012 et 4,5% en 2011. Dans ce contexte, pas question pour Wojtek de repartir. «Je suis rentré en 2009, après avoir vécu trois ans à Londres. Vivre ici est vraiment excitant, on sent qu'on fait partie du changement, qu'on construit une ville qui sera plus agréable à vivre.»

## LA CRISE POUSSE AU RETOUR

Comme lui, de nombreux Polonais ont choisi de rentrer au pays au cours des dernières années. D'abord, à cause de la crise qui touche l'Europe de l'Ouest. Sa première conséquence a été de détruire de nombreux postes de travail peu qualifiés, souvent occupés par des immigrés. Ainsi, le nombre de Polonais installés à l'étranger est passé de 2,3 à 2 millions entre 2007 et 2010, estime l'Ocde (voir tableau ci-contre). Devant l'ampleur du phénomène, Varsovie a lancé

le programme «Avez-vous un plan pour rentrer?». L'objectif est d'aider les migrants qui le souhaitent à se réinsérer sur le marché polonais de l'emploi. Et notamment les plus qualifiés. Car les départs qui ont suivi l'entrée dans l'UE en 2004 font craindre au gouvernement une «fuite des cerveaux». Selon Pawel Kaczmarczyk, de l'Université de Varsovie, seuls 10,2% de retours seraient le fait de diplômés universitaires. Comme Wojtek, qui partageait sa vie londonienne entre études et petits boulots, ils n'ont souvent eu aucune peine à se faire engager. Lui a signé dans une agence de relations publiques. La maîtrise de l'Anglais était évidemment un plus, mais n'a pas tout fait. La Fondation de Dublin souligne le rôle joué par l'acquisition de compétences dites «douces». «Même si à l'étranger ces immigrants ont occupé des postes qui ne correspondaient pas à leur qualification, ils ont pu progresser en matière d'organisation du travail, augmenter leur productivité, et développer leur esprit d'entreprise», note l'organisation, chargée d'étudier l'amélioration des conditions de vie et de travail. Ceux qui cumulent études universitaires et expérience professionnelle à l'étranger se promènent ainsi à leur aise sur le marché de l'emploi.

## INQUIÉTODES EN POLOGNE

Mais ce retour des fils prodiges ne fait pas les affaires de tout le monde. Les arrivées de

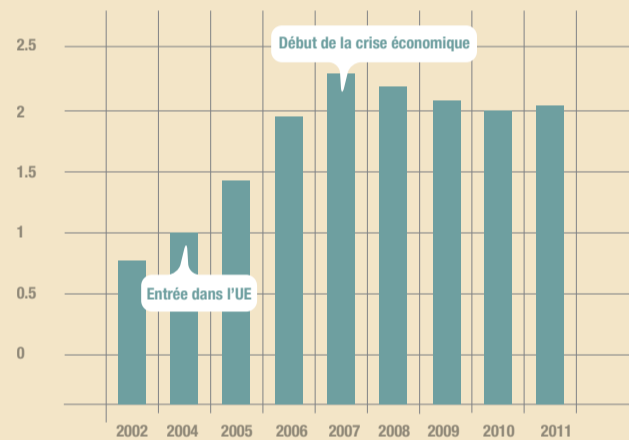
migrants entre 2007 et 2010 se sont accompagnées d'une hausse du taux de chômage, de 8 à 10%. Aujourd'hui encore, il flirte avec les 11%. «Certains Polonais ont peur de la concurrence que représentent les anciens émigrés», reprend Wojtek. Pas seulement ceux qui ont suivi des études ou des formations, mais aussi ceux qui ont progressé dans des métiers techniques. Ceux qui, comme Marcin, chef d'une entreprise de construction près de Cracovie, peuvent aujourd'hui tacler leurs concurrents. «J'ai travaillé pendant six ans à Londres comme maçon. J'ai eu le temps de me faire un petit capital pour lancer mon entreprise, mais surtout, j'ai appris une chose que les maçons d'ici connaissent mal: respecter les délais», lâche-t-il dans un éclat de rire. Puis, de redevenir sérieux: «les affaires marchent bien, très bien...» Entre contrats à rafler sur place et envie de contribuer à la renaissance de leur pays, les travailleurs qualifiés n'ont plus envie de mettre les voiles. Leurs compétences, acquises à l'université où lors d'une expérience à l'étranger, leur garantissent des rémunérations convenables. Mais rien n'est jamais figé. Et si les vents de l'économie polonaise devaient tourner, beaucoup pourraient revoir leur décision.

À Varsovie, Camille Goret

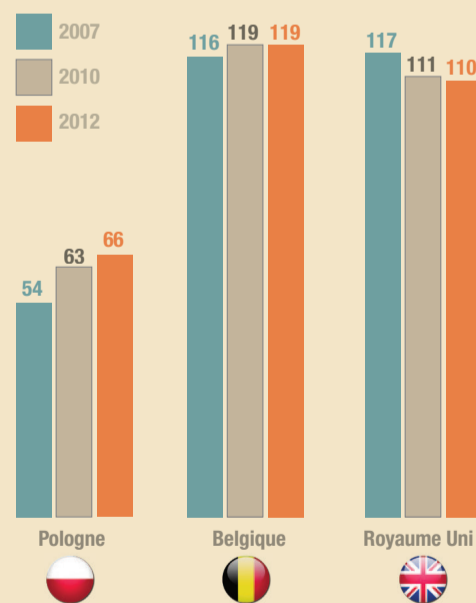
## Quand la déception s'invite au retour

Les Polonais de retour au pays après une expérience à l'étranger, quand ils sont qualifiés, retrouvent aisément du travail. Mais du côté des rémunérations, la déception est parfois au rendez-vous. «Oui les salaires ont augmenté, oui la vie est moins chère ici qu'à Londres... Mais ce n'est pas facile d'accepter 700 € par mois quand on a eu plus de 2.000 au Royaume-Uni», note Jake Winnicki, un jeune avocat. «Notre expérience d'ancien émigré, quelle qu'elle soit, est appréciée. Mais elle n'est pas rémunérée», déplore-t-il. Beaucoup d'employeurs justifient ainsi des salaires peu élevés par le manque d'une expérience «en Pologne».

## Le nombre de polonais à l'étranger



## Progression du niveau de vie (UE = 100)



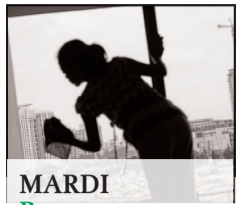
## CHIFFRE du jour

0,5%

L'impact de la migration des travailleurs de l'Est est minime, quoi que positif, sur le niveau de vie des pays d'accueil, juge une étude de l'Institut de recherche économique et social de Londres. Depuis 2004, ils auraient provoqué un surplus de croissance de 0,5% en moyenne. Les pays qui accueillent le plus de migrants en profiteraient un peu plus, à hauteur de 3% pour l'Irlande, et 1% pour le Royaume-Uni.



**LUNDI**  
ENQUÊTE.  
LA PRÉCARITÉ  
MENACE LA MOBILITÉ



**MARDI**  
BELGIQUE  
LA CRAINTE DE LA  
FRAUDE SOCIALE



**MERCREDI**  
ALLEMAGNE  
PALLIER AU MANQUE  
DE MAIN D'ŒUVRE



**JEUDI**  
POLOGNE  
RETOUR GAGNANT  
POUR LES EXPATS



**AUJOURD'HUI**  
ITALIE  
LA FUITE DES JEUNES  
«CERVEAUX»

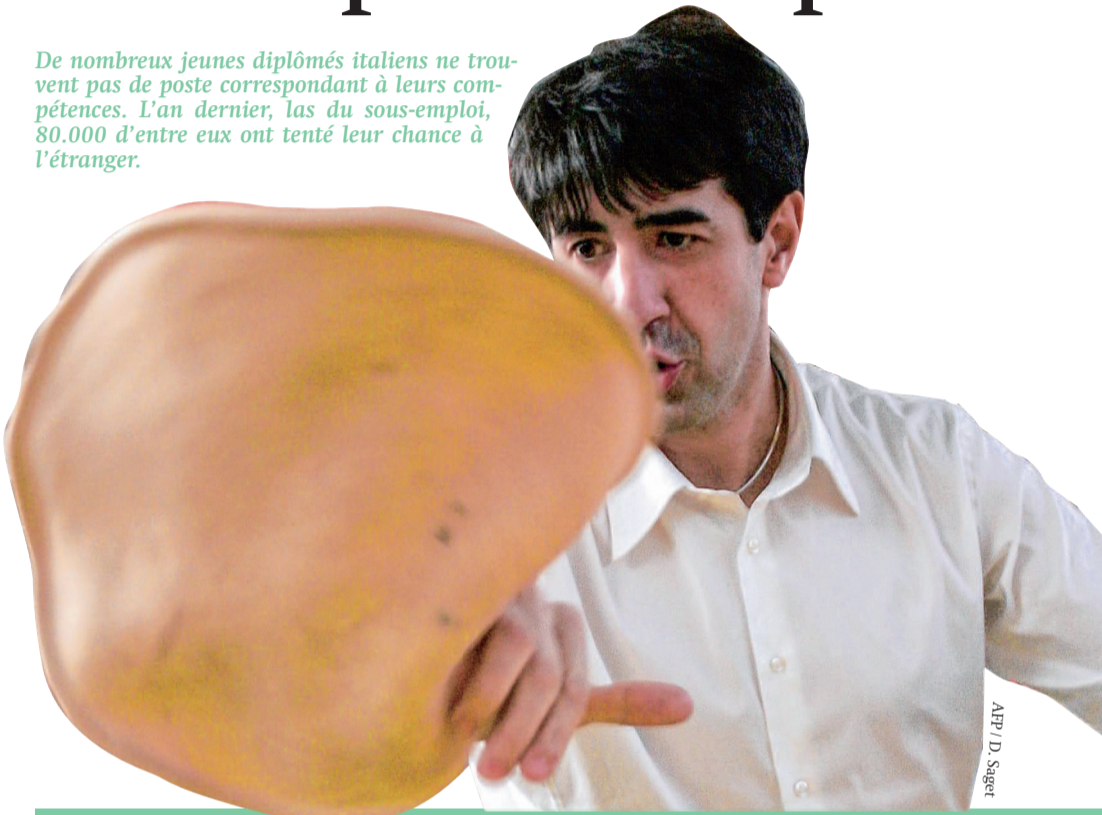
CONTEXTE

La mobilité des travailleurs fait débat. On y voit parfois une solution pour endiguer le chômage des pays du sud et de l'est de l'UE, alors que ceux du nord manquent de main-d'œuvre. Vu ainsi, tout le monde y trouve son compte. Mais des effets pervers existent. Tout au long de la semaine, Metro se penche sur la question. Une série d'articles à retrouver sur [www.metroclub.be](http://www.metroclub.be)

MOBILITÉ DES TRAVAILLEURS DANS L'UE (5/5) :

# L'Italie perd ses diplômés

De nombreux jeunes diplômés italiens ne trouvent pas de poste correspondant à leurs compétences. L'an dernier, las du sous-emploi, 80.000 d'entre eux ont tenté leur chance à l'étranger.



**L'Italie peine à intégrer ses jeunes sur le marché du travail. Beaucoup ne cherchent même plus à y trouver un emploi, et tentent leur chance à l'étranger. Pour leur bien, mais au détriment d'une économie déjà moribonde.**

L'Italie ne séduit plus ses jeunes. 2012 l'a encore confirmé: le nombre de personnes quittant le pays a augmenté de 30%, avec près de 80.000 expatriations supplémentaires. Deux émigrants sur trois ont mis le cap sur un autre pays européen. La nouvelle pourrait réjouir les partisans d'une UE où les travailleurs s'installent là où ils trouvent un emploi, au nom du droit à la mobilité. Le problème, c'est que les jeunes Italiens semblent plus désabusés que «mobiles». «Le marché du travail en Italie est très conservateur», explique Eleonora Voltolina, du mouvement de lutte contre la précarité 'République des stagiaires'. «Il ne laisse pas de place au talent ou au mérite. Les jeunes diplômés, s'ils ne sont pas pistonnés, doivent se contenter de stages ou de contrats temporaires.» Dario Dall'Oste, désormais directeur commercial d'une société luxembourgeoise, ne dit pas autre chose. «J'ai envoyé de nombreux CV en Italie. Je suis diplômé en droit et titulaire d'un MBA, délivré par une école de commerce italienne en collaboration avec une université américaine. Mais ce n'était pas perçu comme un atout. On m'a même reproché d'être trop qualifié. Fatigué de ces recherches, j'ai postulé à l'étranger. Je travaille désormais à Luxembourg, où je gère une équipe active à l'international.» Une si rapide progression n'avait rien d'évident en Italie, où le diplôme ne joue plus son rôle de garantie sur le marché de l'emploi. Seuls 67,5% des diplômés de l'en-

seignement supérieur travaillent, contre 72,1% des titulaires de diplômes intermédiaires.

**MENACE POUR L'ÉCONOMIE**

Longtemps, l'Italie a nié ce risque de fuite des cerveaux. Mais les 316.000 diplômés qui ont quitté le pays au cours des dix dernières années ont eu raison des dénégations des partenaires sociaux. «Nos entreprises ont des difficultés de recrutement, notamment pour employer des ingénieurs, des designers industriels, des techniciens hautement qualifiés», reconnaît Ivan Lo Bello, de la Confindustria. Plus de 65.000 postes seraient à pourvoir, estime l'organisation patronale. Au-delà de ces besoins de recrutement à court terme, c'est l'ensemble de l'économie italienne qui est pénalisée par ces départs. «Il y a un lien très clair entre le pourcentage de diplômés actifs sur le marché du travail et la croissance économique», rappelle le politologue Giuseppe Santoliquido. Au cours des dix dernières années, l'économie italienne a perdu des parts de marché à l'exportation. Cette chute a entraîné avec elle le niveau de vie des Italiens (voir tableau ci-contre). Les causes sont bien sûr multiples, mais la fuite des cerveaux explique, en partie, l'incapacité des entreprises à rester compétitives.

**SOUPAPE DE SÉCURITÉ**

L'arrivée du nouveau Premier ministre, Enrico Letta, pourrait faire bouger les lignes. En juin, il s'est excusé auprès des

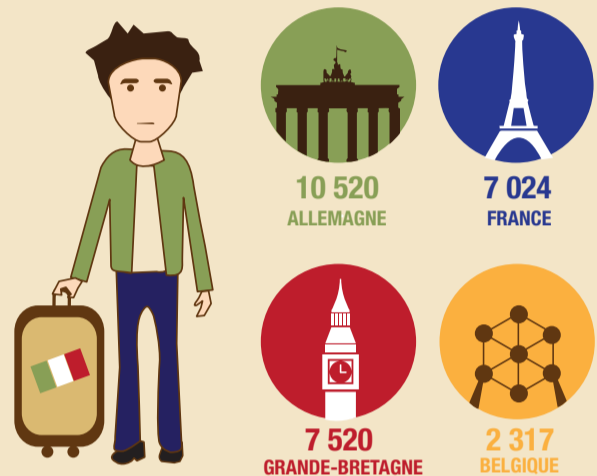
jeunes «contraints d'émigrer». Une première. Mais ces jeunes attendent des actes plutôt que de la compassion.

Son premier chantier sera de prolonger le dispositif anti-exode, juge Eleonora Voltolina. Ce dispositif offre une exonération d'impôt aux diplômés qui reviennent en Italie après deux ans d'expatriation. D'autres mesures (réforme de l'apprentissage, du service d'aide à l'emploi...), sont en cours de discussion. Mais il faudra aller plus loin. La 'République des stagiaires' milite pour une véritable méritocratie, où les compétences des diplômés seraient pleinement reconnues. La Cgil, le principal syndicat, plaide en faveur d'incitants financiers pour les employeurs qui engagent des jeunes avec des contrats de longue durée. «L'objectif global est de changer la structure du marché du travail. Les jeunes doivent pouvoir trouver des emplois décents, afin d'apporter des idées nouvelles», insiste la syndicaliste Ornella Cilona. «Cette évolution est nécessaire. C'est comme cela que les entreprises pourront développer les technologies de l'avenir, celles qui permettront de réindustrialiser le pays et créer des emplois.» Sans ces emplois, la mobilité pourra encore servir de soupape de sécurité face à une jeunesse exaspérée. Mais à trop utiliser cette solution, l'Italie continuera de perdre chaque année un peu de son énergie créatrice, pourtant vitale pour ses entreprises.

À Rome, Camille Goret

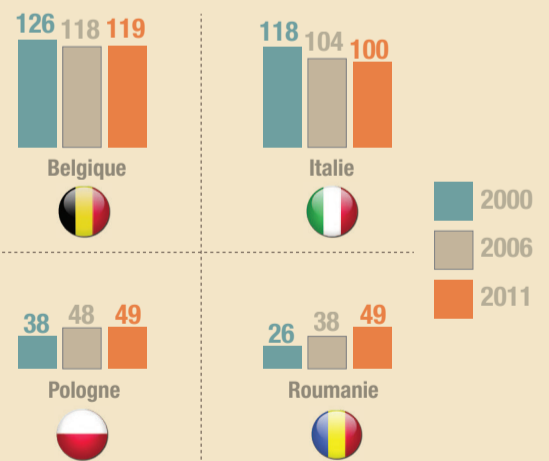
80.000 départs en 2012

Les principales destinations sont des pays de l'UE (62,4%), certainement pour des raisons de proximité géographique et de facilité administratives. Viennent ensuite l'Amérique du nord, puis l'Amérique latine. La plupart Italiens quittant le pays sont originaire du nord de l'Italie.



Source : Aire

Progression du niveau de vie (UE = 100)



Source : ONSS

**Les chercheurs au nord, les travailleurs au sud**

L'UE court-elle un risque de redistribution sociologique, avec des travailleurs diplômés, innovants, et plutôt bien rémunérés dans les pays du nord, et des ouvriers exécutant les consignes qu'on leur donne dans les pays du sud? Pour le politologue Giuseppe Santoliquido, «ce risque est réel». Les possibilités de mobilités, offertes aux travailleurs les plus diplômés pourraient même aggraver le phénomène. La fondation Robert Schuman met ainsi en garde. «En favorisant la mobilité de la frange la plus privilégiée de la population, on risque d'accroître les inégalités entre les régions», analyse-t-elle. Seule solution à ces yeux, les politiques en faveur de l'emploi et de la mobilité doivent toucher «toutes les catégories de travailleurs». Une façon de dire que les bonnes conditions de mobilité offertes aux diplômés doivent l'être à tous.